

L'AS (Accueil Sécurité) dans la nouvelle situation politique et sociale. Une discussion nécessaire

Par Lorenzo Battisti (Pcf 13e Paris, AS 75)

Les récits du Service d'Ordre ont toujours fasciné les jeunes militants. J'ai écouté ceux de ceux qui l'ont fait dans les années de plus grande force des communistes, les années 70, qui ont été aussi le moment où l'on a assisté aux plus grandes attaques contre le Parti, tant de la droite que de l'extrême gauche. Et venant d'un autre pays, comme sur d'autres sujets, j'ai pu entendre des histoires, des cultures, des organisations différentes.

En même temps, c'est l'un des sujets les moins discutés par les communistes aujourd'hui : comme sur d'autres thèmes, il semble y avoir une fracture à partir de 89 qui a conduit à laisser tomber cet aspect du militantisme. Gramsci écrivait que les problèmes organisationnels du Parti sont en réalité des problèmes idéologiques : un manque d'organisation ou une mauvaise organisation ne découlent pas (seulement) de limites et de manques personnels, mais découlent d'une dégénérescence idéologique. Cela vaut aussi pour l'Accueil Sécurité, l'organisation interne au Pcf qui a remplacé et développé l'ancien Service d'Ordre.

Pourquoi l'AS

L'AS remplit plusieurs tâches : les deux principales sont de mobiliser des camarades qui puisse guider les personnes lors des événements organisés par le Parti et de sécuriser les événements et les manifestations, les locaux, etc.

La question qui pourrait surgir tant chez les militants du Parti que chez les personnes extérieures est : pourquoi ? En suivant le fil logique du doute, on pourrait dire que le Pcf est un parti légal, avec des élu·e·s dans les institutions de la République, qui a eu par le passé des ministres et qui est parfaitement intégré dans le système politique français. Pour les problèmes de sécurité, il y a la police !

Justement, un thème considéré comme marginal comme l'AS montre qu'il y a des divergences idéologiques qui traversent le Parti. L'objection est complètement logique seulement si l'on considère le Pcf comme un parti comme les autres, qui a pour seul objectif de réformer les lois françaises par la participation électorale, et si l'on pense que cela est possible parce que nous sommes en démocratie. Si en revanche on considère que la tâche du Pcf, comme celle de tous les autres partis communistes, est de lutter pour une société qui mette fin à l'exploitation de l'homme par l'homme et sur les autres peuples, un objectif incompatible avec la structure économique et politique du monde actuel (où domine l'impérialisme), alors on comprend l'importance de l'AS. Pour revenir à Gramsci, le marxiste sarde reconnaissait qu'entre démocratie et dictature il n'y a pas opposition mais continuité : la dictature intervient pour briser par la force les organisations ouvrières, et une fois que celles-ci ont été détruites, la démocratie peut revenir sans le risque qu'elles puissent prendre le pouvoir pour un temps prévisible. Le cas chilien, avec le coup d'État contre Allende, en est l'exemple historique le plus clair.

En substance, le Pcf reconnaît que son projet politique se heurte aux intérêts prédominants en France et dans le monde, et que pour arrêter les communistes, comme par le passé, on utilisera tous les moyens, y compris le déni de la démocratie et des espaces démocratiques. Si nécessaire, on tolérera des attaques contre les locaux communistes et les militants, comme cela s'est produit par le passé tant en France que dans d'autres pays. C'est pourquoi il est nécessaire que le Pcf, en cohérence avec son

objectif socialiste et anti-impérialiste, pourvoie à sa propre sécurité et à celle de ses militants, car, s'il venait à prendre une dimension de masse telle qu'il inquiéterait la classe actuellement dominante, tout deviendrait licite contre lui ; l'illégal deviendrait licite.

La montée de l'extrême droite et l'AS

Cela devient plus visible avec la montée de l'extrême droite : les liens entre l'extrême droite et une partie importante de la classe dominante peuvent être observés dans la concentration des médias et dans leur orientation progressive vers des positions d'extrême droite. Préparant une crise d'ampleur historique, due à la montée des Brics et en particulier de la Chine dirigée par le Parti communiste, la classe dominante française a décidé de laisser tomber les réticences antérieures et d'utiliser à nouveau l'extrême droite au niveau de masse pour anticiper d'éventuels développements progressistes de la crise dans le pays.

La montée de l'extrême droite ne s'observe pas seulement sur les écrans de télévision : depuis plusieurs années, on assiste à une augmentation des attaques contre les militants de gauche et antifascistes, qui ont aussi conduit à plusieurs morts, suivies de peines légères pour les militants fascistes coupables de ces agressions. Une situation déjà observée dans les années 20 et 30 du siècle dernier.

En même temps, on a l'impression que pour la majorité des militants et des cadres dirigeants du Parti, ce danger n'est pas ressenti avec l'importance qu'il mérite. Comme sur d'autres sujets, on mesure ici le retard idéologique qui freine le Parti et qui ne lui permet pas d'être à la hauteur des temps actuels : avoir progressivement abandonné nombre d'instruments d'analyse du mouvement marxiste et de son histoire (Lénine est rarement mentionné, ainsi que d'autres grands penseurs comme Mao, Ho Chi Minh, Gramsci étant souvent transformé en une pensée socialement inoffensive et acceptable par tous, Thorez souvent réduit à une icône, etc.) a fait oublier que la légalité qui devrait protéger le Pcf ne sera pas garantie lorsque l'intensité de la lutte de classe augmentera.

En particulier, comme je l'ai écrit dans une contribution pour la Conférence nationale de 2024, l'organisation d'une guerre impérialiste, visant à rétablir un contrôle (peut-être néocolonial) sur les pays du Sud qui défient l'ordre impérialiste américain (en premier lieu les pays socialistes comme la Chine, Cuba, le Vietnam, etc.), exige qu'il n'y ait pas de forces pacifistes et anti-impérialistes capables d'organiser une opposition à la guerre. C'est pourquoi, plus on s'approchera de cette Troisième Guerre mondiale (pour l'instant livrée par chapitres, comme l'a observé le pape François), moins il y aura d'espace légal pour les communistes et plus la violence fasciste sera utilisée contre nous et contre le mouvement syndical.

C'est pourquoi il est nécessaire d'abord d'avoir conscience de cela, c'est-à-dire de reprendre les instruments d'analyse abandonnés après 1989. Sans eux, on ne parvient pas à reconnaître la situation, à anticiper les perspectives et à s'organiser en conséquence. Ensuite, il est nécessaire que le congrès traite ce point et le remette au centre du débat afin que tous les militants prennent conscience et s'organisent dans chaque fédération.

Une autre AS : développer l'AS pour le temps à venir

Il y a quelques mois, nous avons assisté aux faits de Lyon : un militant fasciste est mort après des affrontements avec des militants antifascistes à l'extérieur d'une réunion de la France Insoumise. Après une provocation de la part d'un groupe de femmes d'orientation réactionnaire, le service d'ordre de la France Insoumise s'est affronté avec les militants fascistes accourus pour défendre les

femmes provocatrices. Les deux groupes se sont poursuivis dans la ville et à la fin des affrontements, un militant fasciste est mort à l'hôpital.

Pour certains, ce serait une nécessité des temps : si les fascistes montent, nous devons les attaquer frontalement. Seulement, c'est exactement ce qu'il ne faut pas faire. Pour être plus précis, si l'AS du Pcf avait été là, tout cela ne serait pas arrivé. Là encore, on observe la dangerosité des positions extrémistes de gauche : en définitive, les événements ont aliéné les sympathies populaires envers la gauche, rendant plus difficile le travail d'union de tous les travailleurs français, condition nécessaire pour se défendre et pour répondre véritablement à l'avancée des fascistes.

Ce que l'AS du Pcf aurait fait, c'est de sécuriser le lieu et permettre aux communistes de parler, de se réunir, à ceux qui étaient intéressés de participer. Mais certainement pas de poursuivre les militants fascistes dans la ville. L'objectif de l'AS est de défendre l'espace politique des communistes.

L'AS aujourd'hui est différente de l'ancien SO. Pour résumer cela en un slogan, l'AS s'occupe à 90 % d'accueil et à 10 % de sécurité. Au fil des ans, un grand travail a été fait pour changer certaines caractéristiques de l'ancien SO : la nouvelle organisation permet à tous les camarades de participer, sans distinction d'âge, de sexe, de condition physique, de musculature, etc. Aujourd'hui, de nombreux militants et dirigeants du SO sont des femmes, une chose impensable il y a quelques décennies. Le recours à la violence a été limité au dernier recours (alors que dans la tête de beaucoup, c'est encore le premier ; aujourd'hui, l'AS repose sur la supériorité numérique face aux menaces potentielles), ainsi que les expressions de machisme ou l'usage d'alcool ou de stupéfiants sont totalement interdits. L'aspect le plus militaire a cédé la place à une autre orientation et à de nouvelles fonctions.

Je juge tout cela très positif et cela m'a permis de regarder avec un esprit critique certains récits de vieux militants, en distinguant le bon de ce qui ne fonctionnait pas.

Je pense cependant qu'il est nécessaire d'ouvrir un débat sur l'AS car elle aussi doit continuer à changer avec l'évolution des besoins du Pcf et du nouveau contexte social. Voici quelques points de discussion :

1. Les militants qui font l'AS, surtout dans les moments où il faut garantir la possibilité pour les communistes de parler et de manifester, le font avec un grand sacrifice et conscients de l'importance de ce rôle. Et aussi de sa dangerosité, comme nous l'avons vu par le passé, y compris lors de manifestations ouvrières comme le 1er Mai. On le fait et on se sacrifie parce que l'on croit que c'est important et que l'on ne peut pas se laisser ôter l'espace, ni par les opposants politiques (d'extrême droite ou d'extrême gauche), ni par les forces de l'ordre. Trop souvent, cependant, nous nous sommes retrouvés avec nos dirigeants politiques qui ont retiré les communistes du cortège au premier signe de difficulté, même quand la situation pouvait être gérée. En même temps, de nombreux militants quittent les cortèges au moindre soupçon d'une difficulté possible, laissant ainsi le terrain libre à nos adversaires sans même essayer de résister. En tout cas, à l'avenir, quand ces situations ne manqueront pas, il est nécessaire de changer d'attitude. Pour aucune raison, les communistes ne se laisseront ôter le droit et la possibilité de manifester, et notre section du cortège doit aller jusqu'à la fin prévue, sauf en cas de violence vraiment insoutenable.
2. L'AS ne doit pas être limitée aux simples militants. Le PCF a la richesse de milliers d'élus à tous les niveaux. Dans les prochaines années, il faudra travailler à l'intégration des élus dans l'AS au même titre que les autres militants. Cela porte avec lui certainement un principe d'égalité entre militants et élus. Mais cela aide aussi l'AS dans sa mission : un élu qui fait

l'AS lors des manifestations avec l'écharpe tricolore représente un problème pour tout agresseur. L'attaquer, c'est attaquer un représentant de la République, et pour la police aussi c'est un problème non négligeable. Mon expérience en Italie m'a amené à voir l'utilité des élu·e·s dans la gestion plus générale du cortège. Un élu peut aller en tête du cortège et négocier avec la police la possibilité pour le cortège d'avancer, ou d'élargir les limites imposées et de gagner des espaces physiques de manifestation.

3. La nouvelle situation de montée de l'extrême droite nécessite une évolution supplémentaire de l'AS. Il sera de plus en plus nécessaire d'anticiper les événements hostiles pour s'y préparer. C'est pourquoi, comme par le passé, la présence physique aux manifestations et la défense devront devenir le dernier maillon d'une chaîne plus longue. Il est nécessaire que l'AS travaille à un système qui permette de recueillir préventivement des informations sur les menaces et les adversaires, de façon à percevoir à l'avance les dangers possibles et à décider en conséquence. Chaque militant doit intégrer cette dimension et partager avec les responsables locaux de l'AS les informations qu'il peut recueillir dans son entourage sur d'éventuelles actions hostiles contre le Parti et contre ses dirigeants et militants. Il faudra montrer une force organisée, formée, encadrée, disciplinée.

Ces points ne représentent qu'une contribution à une discussion sur l'AS que je juge nécessaire et qui devra être non seulement organisationnelle, mais politique et intégrée à la discussion plus générale sur les orientations du Parti.

Je remercie les militants de l'AS 75 d'avoir pris le temps de lire mon texte et d'avoir partagé avec moi leurs observations. La responsabilité des opinions exprimées dans ce texte reste la mienne seule.